



Les grands titres:

- Népal : un nouveau séisme frappe le pays, les secouristes étrangers restent mobilisés
- Asie du Sud-Est : le HCR appelle les Etats de la région à secourir les migrants à la dérive
- Yémen : le HCR prépare un pont aérien humanitaire en prévision de la trêve
- Soudan du Sud : la violence partie de l'Etat d'Unité se propage à travers le pays, selon l'ONU
- L'UNESCO dénonce le meurtre d'un journaliste mexicain
- Libye : la CPI encourage la formation d'un groupe international de contact sur les questions judiciaires
- Le Haut-représentant en Bosnie appelle le pays à tourner la page, près de 20 ans après Dayton

Népal : un nouveau séisme frappe le pays, les secouristes étrangers restent mobilisés



12 mai - Un second tremblement de terre meurtrier de magnitude 7,3 a frappé le Népal mardi en milieu de journée, a indiqué le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), ajoutant que les équipes de secours népalaises et internationales déjà sur place ont été redéployées pour faire face à cette nouvelle catastrophe.

Trois semaines après le tremblement de terre qui a fait au moins 8.000 morts et déplacé des centaines de milliers de personnes dans le pays, une nouvelle secousse s'est produite à 12h50 (heure locale), dont l'épicentre se situait à moins d'une centaine de kilomètres au nord de Katmandou dans une zone déjà affectée par le séisme du 25 avril, a précisé l'OCHA.

Le bilan provisoire actuel fait état de 24 morts et 543 blessés, a ajouté l'agence, alors que des répliques sismiques secouent toujours le pays, dont certaines atteignant des magnitudes de 6,3.

Selon l'OCHA, cinq Népalais auraient été secourus dans la municipalité de Charikot, au nord-est du pays, et des rapports faisant état de personnes enterrées sous les décombres arrivent actuellement en provenance de l'ensemble du Népal.

Des bâtiments déjà endommagés par le séisme du 25 avril se sont effondrés dans les environs de Chautara et Gorkha, dans le centre du pays, et de nouvelles destructions de bâtiments ont été signalées sur tout le territoire, a ajouté l'agence.

Dans la panique causée par cette nouvelle tragédie, de nombreuses personnes ont abandonné leur domicile et restent actuellement dehors, a-t-elle précisé.

« Les camps existants à Chautara restent ouverts et tentent d'accueillir les nouveaux arrivants. Dans d'autres zones, les habitants devraient également rester dehors. L'armée népalaise, qui s'attend cette nuit à ce que la population dorme dehors, sollicite actuellement des abris supplémentaires », a expliqué l'OCHA.

Selon l'agence, les équipes nationales de secours ont été déployées sur tout le territoire avec l'appui des équipes internationales restées sur le terrain suite au séisme du 25 avril. Pour l'instant, aucune aide internationale supplémentaire n'a



été demandée par le gouvernement du Népal, a précisé l'OCHA.

Asie du Sud-Est : le HCR appelle les Etats de la région à secourir les migrants à la dérive



12 mai - Suite à des rapports faisant état de milliers de migrants actuellement bloqués sur des bateaux de passeurs entre la mer d'Andaman et le détroit de Malacca, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a exhorté mardi les gouvernements d'Asie du Sud-Est à ouvrir leurs frontières et entreprendre des opérations de sauvetage.

« Notre partenaire, l'ONG Arakan Project, basée en Thaïlande, estime que plusieurs milliers de personnes, pour la plupart des Rohingyas et des ressortissants du Bangladesh, seraient actuellement en train de dériver en mer à mesure que les passeurs les abandonnent pour éviter d'être arrêtés, suite aux récents coups de filet menés contre eux en Thaïlande et en Malaisie », a déclaré lors d'un point de presse à Genève Adrian Edwards, un porte-parole HCR.

M. Edwards a salué le sauvetage en mer de centaines de personnes au large des côtes de l'Indonésie et de la Malaisie au cours des derniers jours et a appelé les gouvernements à poursuivre leurs opérations de sauvetage pour débarquer en toute sécurité les passagers, dont beaucoup sont affaiblis après des jours, voire des semaines passées à vivre avec très peu d'eau et de nourriture.

« Notre personnel a été envoyé sur le terrain, à l'appui des efforts déployés par les gouvernements », a déclaré le porte-parole, notamment en Thaïlande, où plus de 230 victimes de trafiquants se sont rendues à la police au cours des derniers jours après s'être échappées ou avoir été abandonnées dans des camps de passeurs.

L'agence de l'ONU a également déployé des équipes en Indonésie et en Malaisie, où 1093 personnes, dont une majorité de Rohingyas, sont arrivées par bateau dimanche soir.

« Bien que les personnes en question soient à la fois des demandeurs d'asile et des migrants, la première priorité est de leur offrir une aide humanitaire, puis d'identifier les personnes ayant besoin d'une protection internationale », a déclaré le porte-parole.

M. Edwards a par ailleurs mis en garde les gouvernements concernés contre la détention prolongée des personnes secourues, qui devraient pouvoir bénéficier d'un certain nombre de droits, y compris le regroupement familial, un logement, des soins de santé et, si possible, le droit au travail, dans l'attente de solutions à long terme.

Yémen : le HCR prépare un pont aérien humanitaire en prévision de la trêve



12 mai - Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a indiqué mardi qu'il finalisait la préparation d'un pont aérien humanitaire en faveur du Yémen en prévision du respect de la trêve promise.

Une trêve de cinq jours devait débuter à 23h00 heure locale mardi 12 mai afin de laisser les organisations humanitaires intervenir dans le pays et permettre une première évaluation des dommages.

« Des centaines de milliers de personnes à travers le Yémen ont du mal à satisfaire leurs besoins fondamentaux et ont désespérément besoin d'aide. La plus récente livraison d'aide par le HCR est arrivée par bateau au port de Hodeida, sur la côte de la mer Rouge, vendredi, et contenait des couvertures, des matelas, et des ustensiles de cuisine pour 60.000 personnes. Mais il y a un besoin clair et urgent de davantage d'aide », a dit un porte-parole du HCR, Adrian Edwards, lors d'un point de presse à Genève.

Le HCR prévoit trois avions au départ de Dubaï transportant 300 tonnes d'assistance, dans le cadre d'une mobilisation

humanitaire plus large destinée à venir en aide à 250.000 personnes, a-t-il ajouté.

Outre ces avions, l'agence onusienne a l'intention de distribuer davantage d'aide dont elle dispose au Yémen et de procéder à une évaluation rapide des besoins dans les zones les plus durement touchées.

Selon le porte-parole, cette trêve est cruciale pour permettre de reconstituer les stocks d'aide humanitaire.

« Le HCR et ses partenaires humanitaires exhortent toutes les parties à respecter le cessez-le-feu, à respecter le droit humanitaire international, à arrêter de viser les civils ou les infrastructures civiles, et à permettre la livraison d'aide à des dizaines de milliers de Yéménites et de réfugiés qui en ont désespérément besoin », a dit M. Edwards.

Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) s'est aussi félicité de l'annonce d'une trêve humanitaire.

« Nous exhortons la coalition menée par l'Arabie saoudite à permettre aux livraisons de carburant d'entrer au Yémen afin de faciliter les opérations humanitaires », a dit le porte-parole du HCDH, Rupert Colville, lors d'un point de presse à Genève.

De son côté, l'Envoyé spécial de l'ONU pour le Yémen, Ismail Ould Cheikh Ahmed, est arrivé mardi dans la capitale Sanaa, où il espère rencontrer diverses parties prenantes, notamment des représentants houthis, a indiqué le porte-parole du Secrétaire général, Stéphane Dujarric, lors d'un point de presse à New York.

Le Coordonnateur humanitaire des Nations Unies pour le Yémen, Johannes van der Klaauw, est aussi arrivé mardi dans la capitale yéménite.

Pour sa part, la Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Irina Bokova, a appelé mardi toutes les parties à protéger le patrimoine culturel du Yémen, alors que des informations font état du bombardement de la vieille ville de Sanaa, inscrite au patrimoine mondial.

« Au cours des derniers jours, l'UNESCO a reçu des informations faisant état d'importants dommages affectant des sites culturels significatifs au Yémen. D'après des informations relayées par les médias et émanant de sources officielles, la vieille ville de Sanaa, capitale du Yémen, a été massivement bombardée dans la nuit du 11 mai 2015, provoquant de sérieux dégâts sur de nombreux édifices historiques », a précisé l'agence onusienne dans un communiqué de presse.

En outre, la ville historique de Saada, inscrite sur la liste indicative du patrimoine mondial, ainsi que le site archéologique de la ville fortifiée préislamique de Baraqish, ont également été endommagés.

« Je condamne ces destructions et j'appelle toutes les parties en présence à tenir le patrimoine culturel hors de portée des conflits », a déclaré Mme Bokova. « J'appelle toutes les parties à faire en sorte que les sites et les édifices du patrimoine culturel ne soient pas pris pour cibles ».

Soudan du Sud : la violence partie de l'Etat d'Unité se propage à travers le pays, selon l'ONU



12 mai - Les Nations Unies ont fermement condamné mardi l'escalade de la violence au Soudan du Sud, manifestée par l'intensification des combats dans l'Etat d'Unité et l'éruption de tensions intercommunautaires entre personnes déplacées internes à Juba, la capitale du pays.

Lors d'un point de presse à Genève, le porte-parole du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), Rupert Colville, s'est fortement inquiété de la montée en puissance des combats entre le gouvernement et les forces d'opposition dans l'Etat d'Unité, une zone stratégique riche en réserves pétrolières.

Depuis le 29 avril, a déploré le porte-parole, au moins 28 villes et villages ont été attaqués et incendiés, incidents au cours

desquels des massacres, des viols, des enlèvements et des pillages auraient été commis.

Des milliers de civils ont fui ces attaques, parmi lesquels 2.200 ont trouvé refuge auprès des sites de protection des civils de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) à Bentiu, a précisé M. Colville.

« D'après nos entretiens avec des civils parvenus à s'échapper, les auteurs de ces atrocités appartiennent à la SPLA [Armée populaire de libération du Soudan]. Les jeunes [membres de la SPLA] mobilisés seraient vêtus en civil et armés d'AK-47 », a indiqué M. Colville, qui a également mentionné des rapports inquiétant faisant état d'enlèvements et de violences sexuelles perpétrés par des éléments armés dans les environs des sites de protection des civils de la MINUSS.

A l'approche de la saison des pluies, où les populations sont généralement occupées à semer les récoltes, le porte-parole du HCDH a par conséquent exhorté l'ensemble des parties prenantes à faire preuve de la plus grande retenue.

Parallèlement, la MINUSS a vivement condamné mardi des affrontements intercommunautaires survenus durant le weekend entre des personnes déplacées internes au sein des sites de protection des civils de la Mission à Juba.

Une personne a été tuée et 60 autres ont été blessées durant ces violences, qui ont également causé le départ des sites d'environ 3.500 déplacés internes, a précisé la MINUSS dans un communiqué de presse.

Selon la Mission, une querelle de ménage survenue le vendredi 1er mai dans l'après-midi au sein de son site de protection des civils Numéro 1 serait à l'origine de l'incident. Cette querelle aurait ensuite dégénéré, jusqu'à impliquer environ 350 déplacés internes issus de deux communautés de l'Etat d'Unité, armés de machettes, de bâtons et de barres de fer.

« Les forces militaires et de police de la MINUSS sont intervenues et ont réussi à contenir les violences, mais les affrontements ont repris dans la matinée du samedi 9 mai à l'intérieur du site Numéro 3. Le personnel de la MINUSS a une fois de plus pris le contrôle de la situation jusqu'à l'aube du dimanche 10 mai, où les hostilités ont une nouvelle fois repris dans ce même site, impliquant cette fois environ 400 déplacés », a expliqué la MINUSS.

Suite à ces incidents, la MINUSS a sollicité la protection du gouvernement du Soudan du Sud pour les quelques 3.500 personnes déplacées ayant fui le site de protection Numéro 3.

Dans le même temps, les leaders d'une des deux communautés de l'Etat d'Unité impliquées ont demandé à la Mission de « relâcher » leurs ressortissants restés à l'intérieur des sites de protections, en particulier les enfants.

La MINUSS a réagi à cette demande en précisant que, en vertu de son mandat, toute personne ayant trouvé refuge dans l'un de ses sites de protection est libre d'en partir si elle le désire.

L'UNESCO dénonce le meurtre d'un journaliste mexicain



12 mai - La Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Irina Bokova, a demandé mardi qu'une enquête approfondie soit menée sur la mort d'un journaliste mexicain et a souligné la nécessité de mettre fin à l'impunité des crimes commis contre les travailleurs des médias au Mexique.

« Je condamne le meurtre d'Armando Saldaña Morales et j'appelle les autorités à mener une enquête approfondie », a déclaré Mme Bokova dans un communiqué de presse.

« Les crimes commis contre les journalistes affectent la société toute entière et limitent la capacité des citoyens à faire des choix éclairés. Pour cette raison, il est essentiel que de tels crimes ne restent pas impunis », a-t-elle ajouté.

Le 4 mai, la police a trouvé le corps d'Armando Saldaña Morales dans l'Etat d'Oaxaca. Ce journaliste animait une émission d'actualité sur la station de radio La Ke Buena 100.9 FM dans la ville de Tierra Blanca, dans l'Etat de Veracruz. Il a également collaboré à d'autres médias notamment El Mundo de Córdoba, El Sol de Córdoba, La Crónica de Tierra Blanca et Radio Max.

Libye : la CPI encourage la formation d'un groupe international de contact sur les questions judiciaires



12 mai - La Procureur de la Cour pénale internationale (CPI), Fatou Bensouda, a estimé mardi devant le Conseil de sécurité de l'ONU que la communauté internationale devrait étudier des solutions pour lutter contre l'impunité en Libye, notamment la formation d'un groupe international de contact sur les questions judiciaires.

« La détérioration de la situation sécuritaire en Libye continue d'être une source de grande préoccupation », a souligné Mme Bensouda lors d'un exposé devant les membres du Conseil.

Selon elle, « il faudrait que la communauté internationale recherche plus activement des solutions afin d'aider de manière tangible la Libye à restaurer la stabilité et renforcer la lutte contre l'impunité concernant les crimes inscrits au Statut de Rome ».

Le Statut de Rome est le traité qui a créé la Cour pénale internationale, dont la fonction est de juger les personnes accusées de génocide, de crime contre l'humanité, de crime d'agression et de crime de guerre.

La Procureur de la CPI a suggéré « la formation d'un groupe international de contact sur les questions judiciaires par l'intermédiaire duquel un soutien matériel et juridique pourrait être fourni à la Libye ».

Pour ce faire, Mme Bensouda a proposé qu'« un Etat volontaire, avec une expérience significative en matière de justice transitionnelle, étudie un partenariat avec la Libye pour explorer de manière plus concrète comment ce groupe de contact pourrait être créé dans un avenir proche ». Elle a ajouté qu'il était crucial d'inclure des acteurs locaux dans cette discussion.

La Procureur de la CPI a par ailleurs rappelé que la Libye ne s'était toujours pas conformée à la demande de la Cour qu'elle lui remette Saïf al-Islam Kadhafi, le fils de l'ancien dirigeant de la Libye. M. Kadhafi est sous le coup d'un mandat d'arrêt émis par la CPI pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

Le Haut-représentant en Bosnie appelle le pays à tourner la page, près de 20 ans après Dayton



Le Haut Représentant des Nations Unies pour la Bosnie-Herzégovine, Valentin Inzko (à droite), au Conseil de sécurité. Photo ONU

12 mai - A l'occasion d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU consacrée à la situation en Bosnie-Herzégovine, le Haut-représentant de la communauté internationale dans ce pays, Valentin Inzko, a appelé les responsables politiques à tourner définitivement le dos aux politiques du passé, près de vingt ans après les accords de paix de Dayton.

« La Bosnie-Herzégovine a fait des progrès depuis lors, mais il est vrai aussi que ce qui va se passer au cours des six prochains mois jouera un rôle très important pour déterminer comment le 20^{ème} anniversaire de Dayton sera perçu par la population », a expliqué M. Inzko dans un discours devant les membres du Conseil de sécurité.

Le Haut-Représentant a rappelé que la jeunesse bosniaque était confrontée au taux de chômage le plus élevé en Europe et que de nombreux jeunes quittaient le pays.

« Il faut que les nouvelles autorités élues en Bosnie-Herzégovine, et le pays dans son ensemble, se rassemblent pour prendre les mesures nécessaires afin de tirer parti de la nouvelle initiative de l'Union européenne pour la Bosnie-Herzégovine », a dit M. Inzko.

Selon lui, la bonne nouvelle est qu'il y a désormais des autorités aux niveaux de l'Etat et des entités qui montrent qu'elles sont prêtes à mettre en œuvre l'engagement écrit adopté en mars et qui ouvre la voie à l'application de l'accord d'association et de stabilisation avec l'Union européenne.

Toutefois, le Haut-représentant a jugé nécessaire des résultats concrets, notamment la création de nouveaux emplois, l'amélioration du fonctionnement des institutions et le renforcement de l'état de droit et de la lutte contre le crime et la corruption.

Selon M. Inzko, le pays n'a pour autre alternative que la poursuite de tactiques politiques du passé qui n'ont fait qu'approfondir la crise vécue par le pays au détriment de ses citoyens, notamment les jeunes.

« Il est temps pour les responsables politiques du pays de se tourner résolument vers l'avenir dans l'intérêt de la population de Bosnie-Herzégovine, en particulier des jeunes. Il est temps pour le pays de dire adieu aux politiques du passé et de s'engager avec détermination à adopter une nouvelle façon de faire de la politique », a-t-il conclu.